



**BRUXELLES ECONOMIE ET EMPLOI**  
**SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES**

---

**Rapport annuel  
sur l'application  
de l'ordonnance organique  
du 13 décembre 2007  
relative aux aides pour  
la promotion de l'expansion économique**  
(MB du 10/01/2008)

*Données relatives à l'année 2013*



---

1. Introduction.....	3
2. Vue d'ensemble du nombre de dossiers introduits et décidés.....	5
3. Les aides « soft » .....	6
3.1. Vue d'ensemble.....	6
3.2. Les types d'aides.....	7
Pré-activité .....	7
Conseils et études .....	8
Formations externes.....	9
Tutorat FPI.....	10
Recrutement projet spécifique .....	10
Recrutement au profit des ASBL actives dans l'accompagnement des PME.....	11
Accueil de la petite enfance .....	11
3.3. Répartition des primes octroyées selon la taille de l'entreprise.....	12
3.4. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL).....	13
4. Les aides pour les investissements généraux.....	14
4.1. Vue » d'ensemble.....	14
4.2. Répartition des primes : zone de développement / hors zone de développement .....	15
4.3. Répartition des primes : starter (création <4 ans) / non starter .....	15
4.4. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise .....	16
4.5. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL).....	16
5. Les aides pour les investissements spécifiques.....	17
5.1. Vue » d'ensemble.....	17
5.2. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise .....	19
5.3. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL).....	19
6. Addendum : les aides pour la promotion du commerce extérieur.....	20
6.1. Vue d'ensemble.....	20



**BRUXELLES ECONOMIE ET EMPLOI**  
**SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES**

---

6.2. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise .....	21
6.3. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL).....	21
6.4. Constatations.....	22
7. Conclusions générales .....	23
8. Nombre de dossiers – 2013.....	25
Annexes .....	26
Définition de la taille des entreprises.....	26
Secteur d'activités NACE BEL.....	27

Contact :

Bruxelles Economie et Emploi  
Direction Aides aux entreprises  
Bd du Jardin Botanique, 20  
1035 Bruxelles

Jean-Pol Rihoux, T 02 800 34 62, [jprihoux@sprb.irisnet.be](mailto:jprihoux@sprb.irisnet.be)

[www.werk-economie-emploi.irisnet.be](http://www.werk-economie-emploi.irisnet.be)



## **1. Introduction**

Au début de ce rapport, nous dresserons une vue d'ensemble du nombre de dossiers introduits et décidés en 2013, par grandes catégories de subsides, dans le cadre de l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique.

Ensuite, nous passerons en revue les aides « soft », c'est-à-dire les aides en matière de consultance, formation, recrutement et de soutien à l'accueil de la petite enfance.

Les chapitres 4 et 5 traiteront des aides aux investissements généraux et des aides aux investissements spécifiques.

Le chapitre 6 est particulier car il est consacré aux aides pour la promotion du commerce extérieur, qui ne sont pas régies par l'ordonnance organique du 13 décembre 2007.

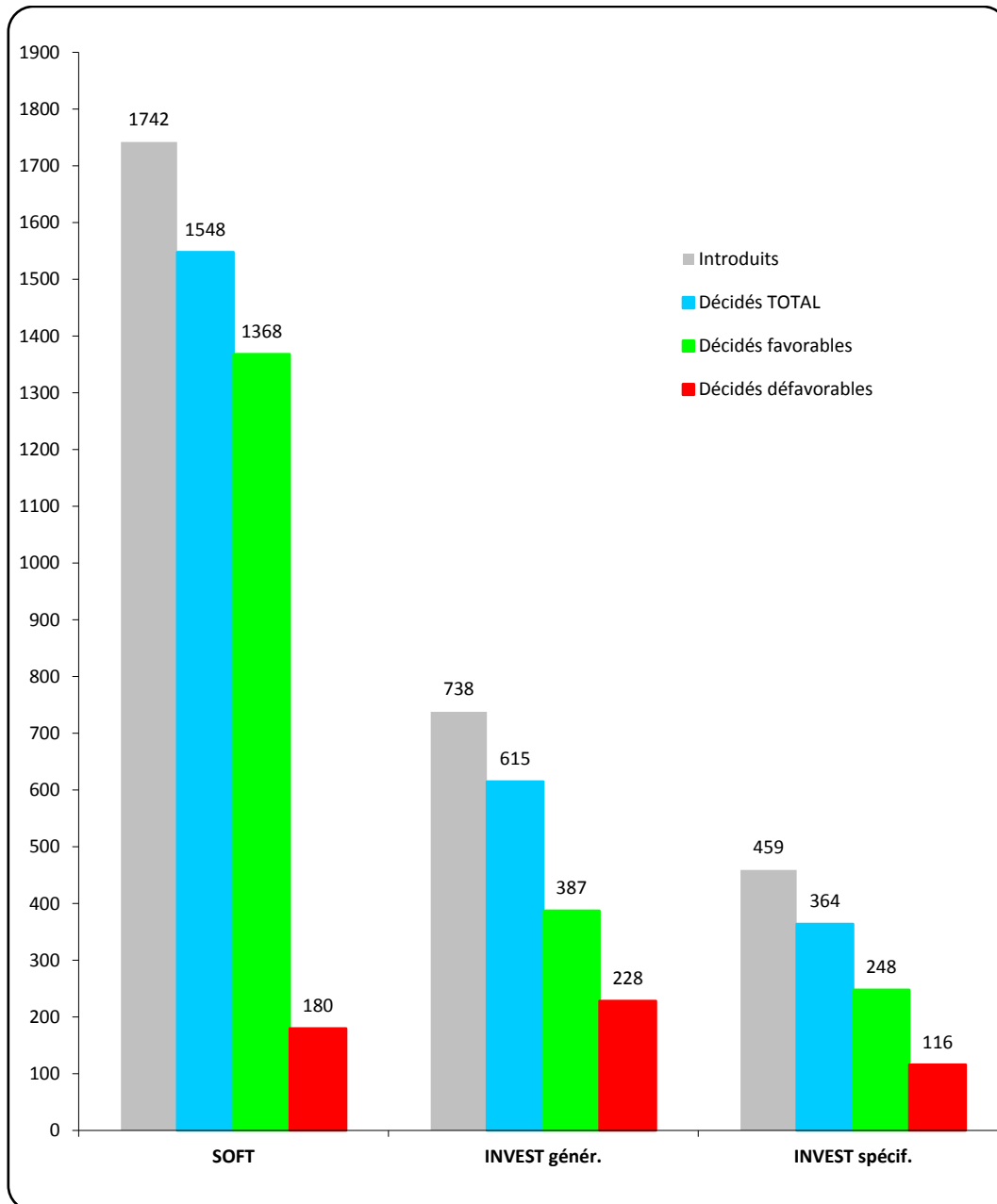
Nous abordons ces aides car elles sont, comme les aides prévues dans le cadre de l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, gérées par la Direction des Aides aux Entreprises.

Les conclusions de ce rapport figurent aux points 7 et 8.

En annexes, les notions de taille d'entreprise et de secteurs d'activités NACE-BEL, qui sont évoquées à plusieurs reprises dans ce rapport, seront explicitées.



## 2. Vue d'ensemble du nombre de dossiers introduits et décidés





### 3. Les aides « soft »

#### 3.1. Vue d'ensemble

Les aides « soft » comprennent les aides suivantes :

- Conseils et études
- Pré-activité
- Formations externe
- Tutorat FPI
- Recrutement projet spécifique
- Recrutement ASBL
- Accueil de la petite enfance

<i>Types de dossiers</i>	<i>Nombre introduits</i>	<i>Nombre décidés total</i>	<i>Nombre décidés favorables</i>	<i>Nombre décidés défavorables (refus)</i>	<i>Montant des primes en €</i>
<i>Pré-activité</i>	33	23	21	2	105.669
<i>Conseils et études</i>	760	673	586	87	4.492.003
<i>Formation externe</i>	828	741	671	70	1.242.190
<i>Tutorat FPI</i>	24	22	17	5	96.000
<i>Recrutement projet spécifique</i>	37	28	23	5	1.090.000
<i>Recrutement ASBL</i>	6	5	5	-	400.000
<i>Petite enfance</i>	54	56	45	11	690.000
<b>TOTAL</b>	<b>1.742</b>	<b>1.548</b>	<b>1.368</b>	<b>180</b>	<b>8.115.862</b>
		<b>100%</b>	<b>88%</b>	<b>12%</b>	



## 3.2. Les types d'aides

### Pré-activité

#### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif aux aides de pré-activité et pour le recours aux études et aux services de conseils extérieurs.

#### Constatations

En 2013, nous avons traité 23 demandes: 21 ont fait l'objet d'une décision positive. Les missions confiées aux consultants visaient principalement des problèmes de marketing (7 dossiers), coaching (5 dossiers), et de management (4 dossiers).



## Conseils et études

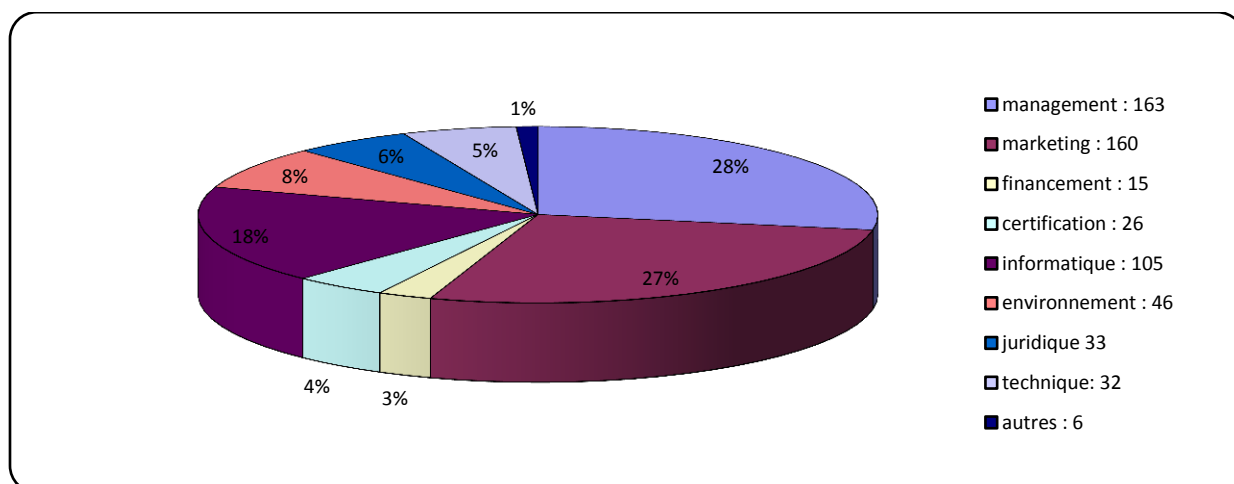
### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif aux aides de pré-activité et pour le recours aux études et aux services de conseils extérieurs.

### Constatations

673 dossiers ont été traités en 2013, dont 586 avec une décision favorable, soit 87% des demandes.

### Répartition par type de mission







## Formations externes

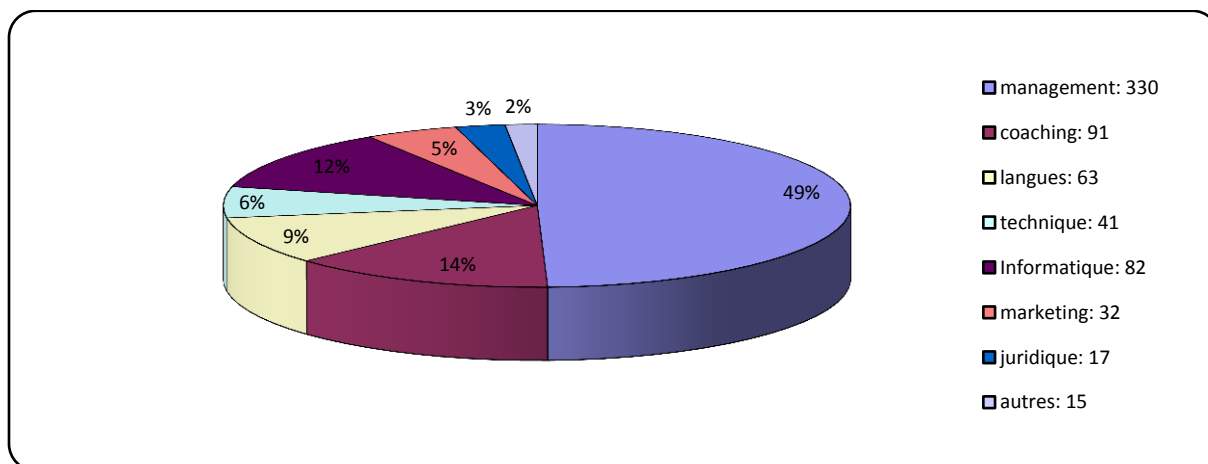
### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif aux aides à l'encadrement et à la transmission du savoir.

### Constatations

741 dossiers ont fait l'objet d'une décision, dont 671 positives (91% des demandes).

### Répartition par types de formation :





## Tutorat FPI

### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif aux aides à l'encadrement et à la transmission du savoir.

### Constatations

22 dossiers ont fait l'objet d'une décision, dont 17 favorables.

## Recrutement projet spécifique

### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif à l'aide au recrutement.

### Constatations

En 2013, 28 dossiers ont été traités dont 23 avec décision favorable. Les projet spécifiques concernaient principalement l'innovation (11 dossiers) et l'exportation hors UE (8 dossiers).



---

## Recrutement au profit des ASBL actives dans l'accompagnement des PME

### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 02/04/2009 (MB du 05/05/2009) relatif à l'aide au recrutement au profit des ASBL, AISBL et aux fondations actives dans l'accompagnement des micro, petites et moyennes entreprises.

### Constatations

5 demandes ont été traitées en 2013, toutes avec décision favorable.

## Accueil de la petite enfance

### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif à l'aide aux entreprises destinée à l'accueil de la petite enfance.

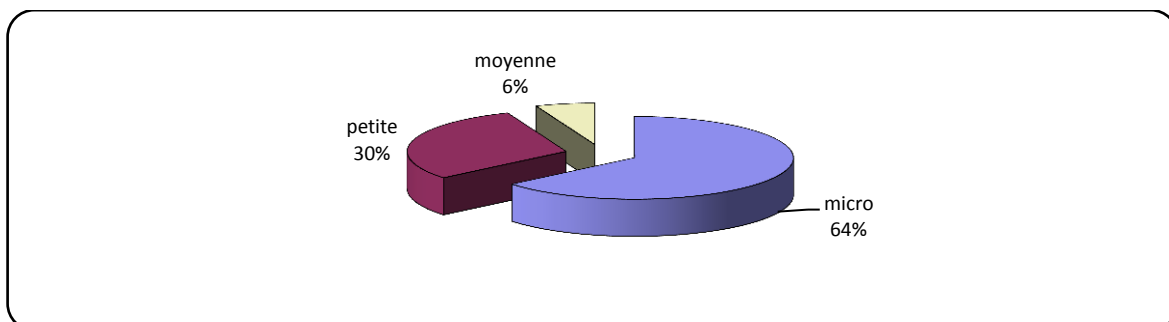
### Constatations

En 2013, 45 dossiers ont reçu une décision favorable et 11 dossiers ont été refusés ou laissés sans suite par les demandeurs. Les 690.000€ de primes octroyées correspondent à la réservation de plus de 120 nouvelles places dans des crèches.



### 3.3. Répartition des primes octroyées selon la taille de l'entreprise

(définition de la taille: voir annexe)



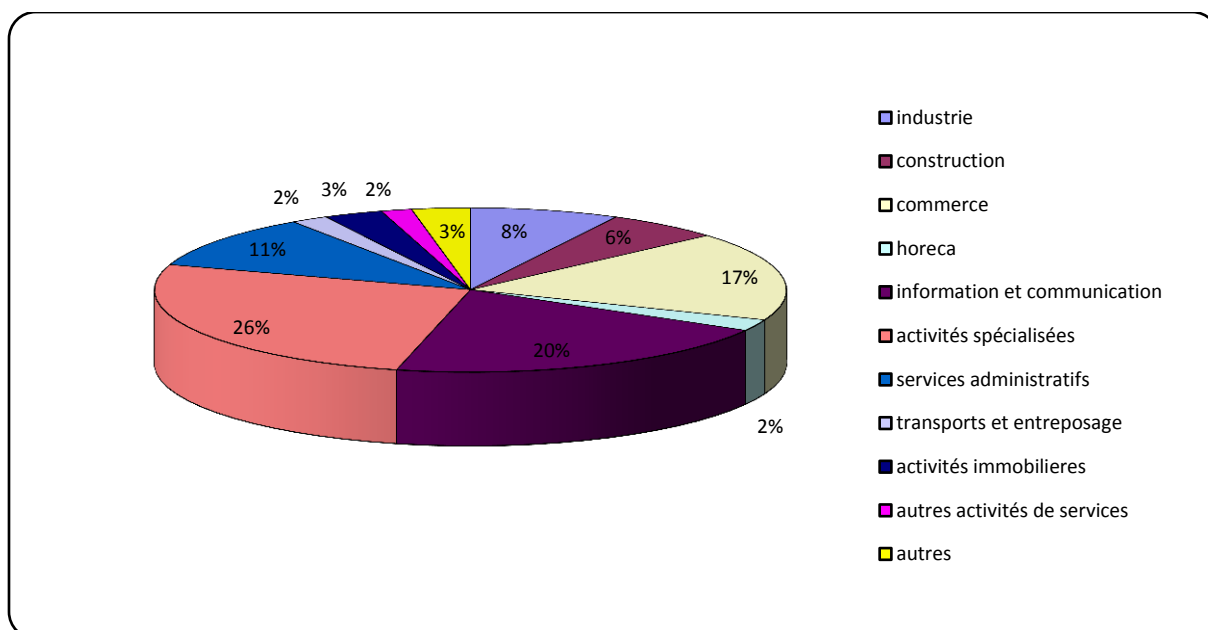
- Micro-entreprises : 4.428.923 €
- Petites entreprises : 2.076.058 €
- Moyennes entreprises : 415.212 €

Sauf pré-activité, accueil de la petite enfance et recrutement ASBL



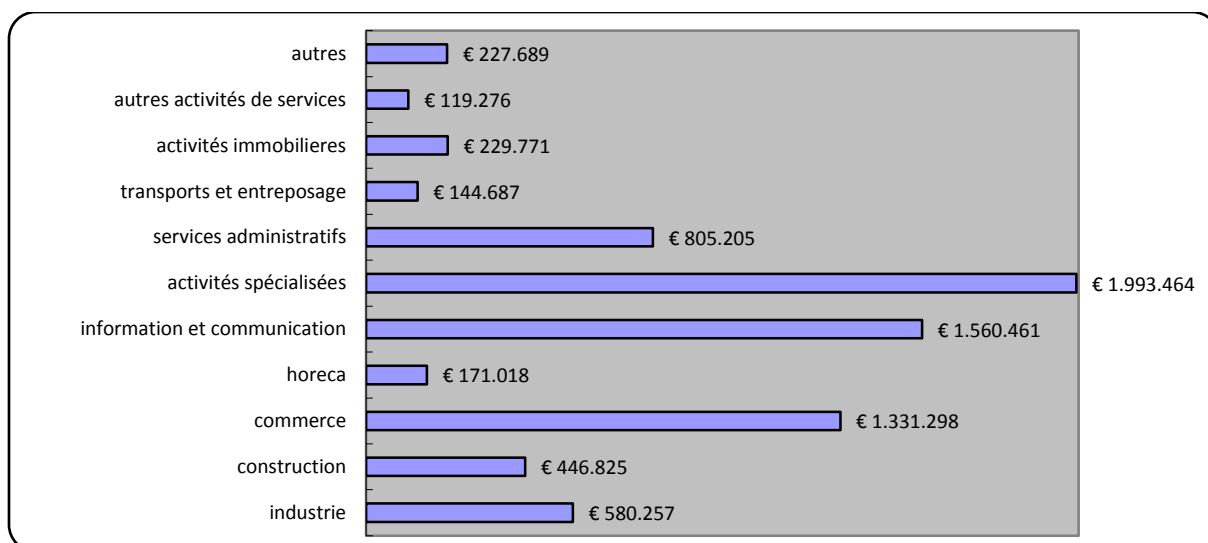
### 3.4. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL)

(définition des secteurs d'activités: voir annexe)



Sauf pré-activité et recrutement ASBL

#### Montant des primes octroyées :





---

## 4. Les aides pour les investissements généraux

### 4.1. Vue » d'ensemble

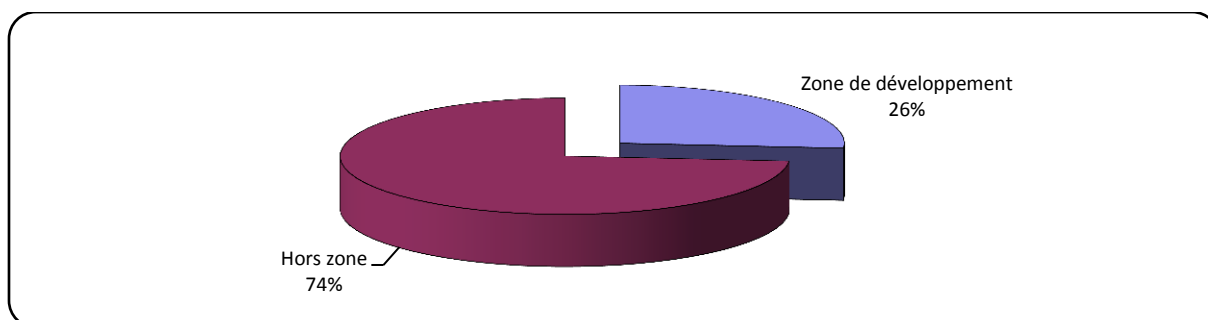
#### Bases légales

- Ordonnance organique du 13/12/2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (MB du 10/01/2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/06/2008 (MB du 14/08/2008) relatif aux aides pour les investissements généraux.

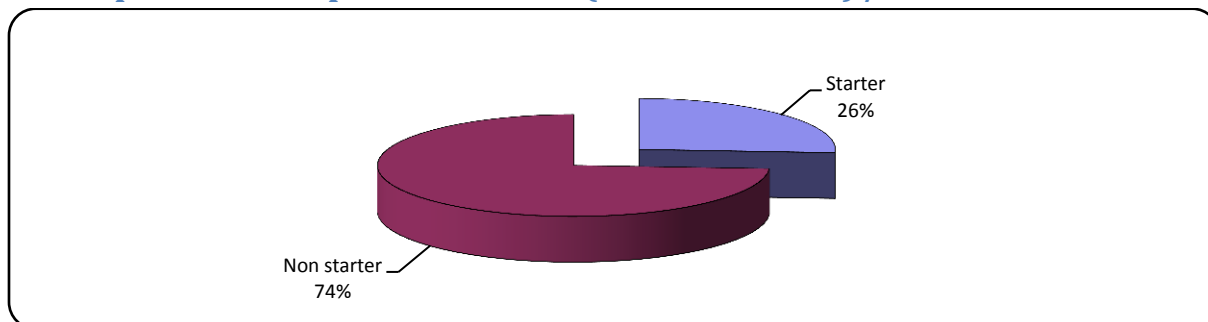
<i>Nombre de dossiers Introduits</i>	<i>Nombre décidés total</i>	<i>Décidés favorables</i>	<i>Décidés défavorables (refus)</i>	<i>Montant des primes en €</i>
738	615	387	228	12.937.416
	100%	63%	37%	



#### 4.2. Répartition des primes : zone de développement / hors zone de développement



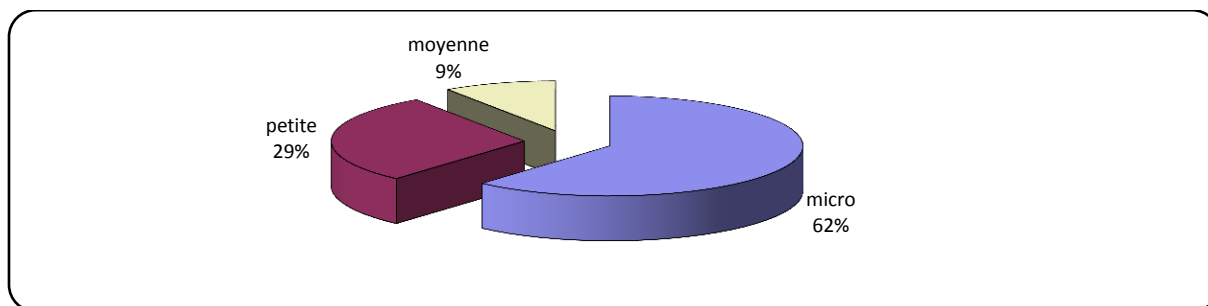
#### 4.3. Répartition des primes : starter (création <4 ans) / non starter





#### 4.4. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise

(définition de la taille: voir annexe)

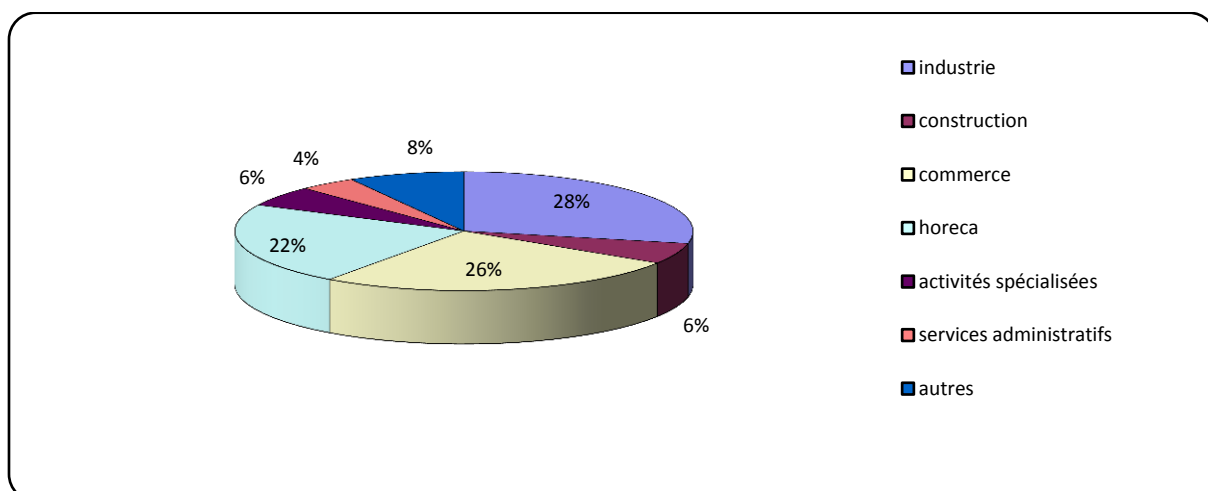


#### 4.5. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL)

(définition de secteurs d'activités: voir annexe)

Les 3 principaux secteurs bénéficiaires sont :

- L'industrie manufacturière
- Le commerce
- L'hébergement et la restauration







---

## 5. Les aides pour les investissements spécifiques

### 5.1. Vue » d'ensemble

Les investissements spécifiques comprennent :

- Protection de l'environnement
- Intégration urbaine
- Economies d'énergie et production d'énergie à partir de sources renouvelables
- Mise en conformité aux normes européennes en matière non environnementale

Les aides en période de travaux sur la voie publique sont aussi reprises dans ce chapitre.

#### Bases légales

- Ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique (M.B du 10 janvier 2008).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à la protection de l'environnement (M.B du 5 mai 2009), modifié par l'arrêté du 2 mai 2013 (M.B. du 22 juillet 2013).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à l'économie d'énergie et à la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables (M.B du 5 mai 2009), modifié par l'arrêté du 2 mai 2013 (M.B. du 22 juillet 2013).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à l'intégration urbaine (M.B du 5 mai 2009), modifié par l'arrêté du 2 mai 2013 (M.B. du 22 juillet 2013).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif aux aides à la production d'écoproduits (M.B du 5 mai 2009), modifié par l'arrêté du 2 mai 2013 (M.B. du 22 juillet 2013).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2009 relatif à l'aide à la mise aux normes (M.B du 5 mai 2009), modifié par l'arrêté du 2 mai 2013 (M.B. du 22 juillet 2013).
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 relatif à l'aide aux entreprises en période de travaux sur la voie publique (M.B. du 14 janvier 2009).



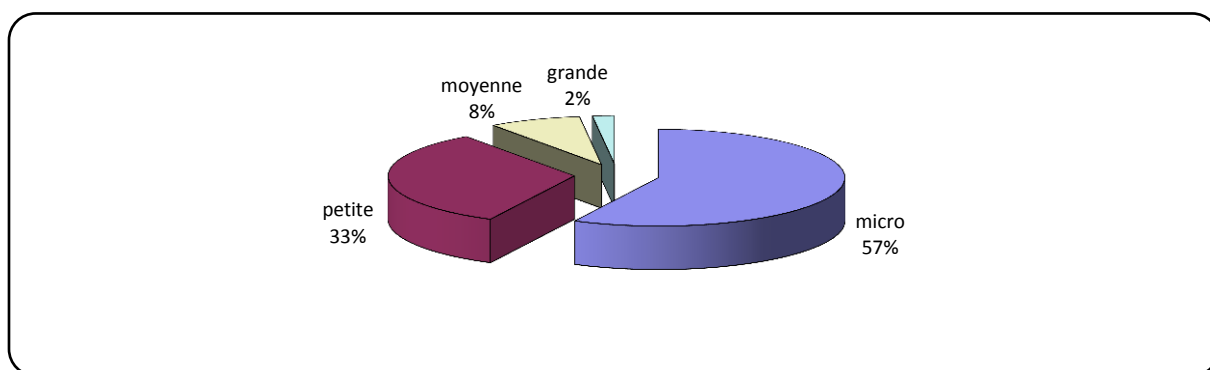
**BRUXELLES ECONOMIE ET EMPLOI**  
**SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES**

<i>Types de dossiers</i>	<i>Nombre introduits</i>	<i>Nombre décidés total</i>	<i>Décidés favorables</i>	<i>Décidés défavorables (refus)</i>	<i>Montant des primes en €</i>
<i>Protection de l'environnement</i>	66	56	38	18	1.022.714
<i>Intégration urbaine</i>	11	4	2	2	44.705
<i>Economies d'énergie et production d'énergie à partir de sources renouvelables</i>	301	247	171	76	3.310.317
<i>Mise en conformité aux normes européennes en matière non environnementale</i>	81	56	36	20	1.421.901
<i>Travaux sur la voie publique</i>	-	1	1	-	1.200
<b>TOTAL</b>	<b>459</b>	<b>364</b>	<b>248</b>	<b>116</b>	<b>5.800.837</b>
		<b>100%</b>	<b>68%</b>	<b>32%</b>	



## 5.2. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise

(définition de la taille: voir annexe)

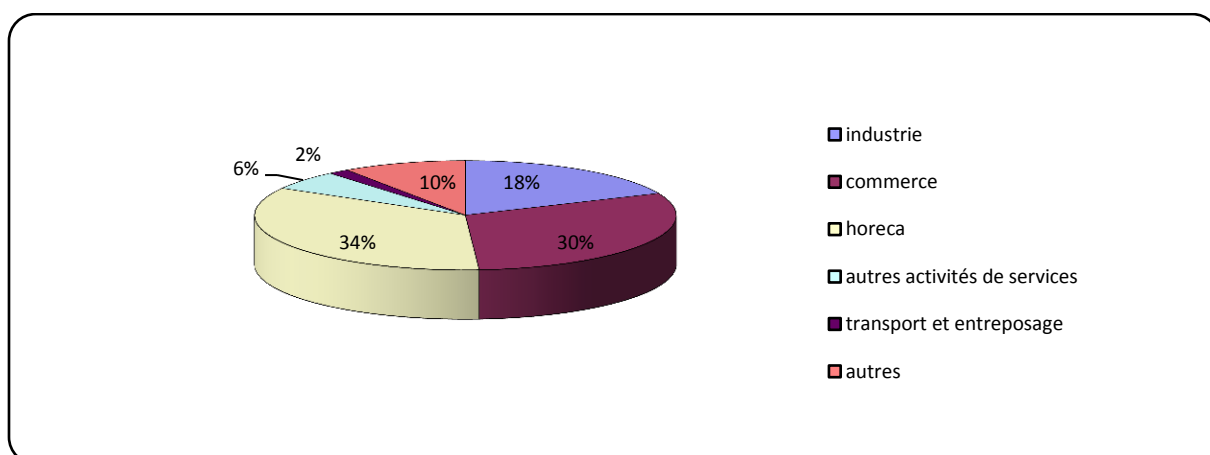


## 5.3. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL)

(définition de secteurs d'activités: voir annexe)

Les 3 principaux secteurs bénéficiaires sont :

- L'hébergement et la restauration
- Le commerce
- L'industrie manufacturière





## 6. Addendum : les aides pour la promotion du commerce extérieur

### 6.1. Vue d'ensemble

<i>Types de dossiers</i>	<i>Nombre introduits</i>	<i>Nombre décidés total</i>	<i>Décidés favorables</i>	<i>Décidés défavorables (refus)</i>	<i>Montant des primes en €</i>
<i>réalisation de supports informatifs de promotion à l'exportation</i>	319	281	250	31	876.369
<i>prospection de marchés situés hors Union européenne</i>	310	265	197	68	500.462
<i>participation à des foires internationales à l'étranger</i>	482	430	397	33	1.253.008
<i>participation aux appels d'offres pour des marchés hors de l'Union européenne</i>	6	7	4	3	14.876
<i>ouverture de bureaux collectifs de représentation hors de l'Union européenne</i>	9	9	7	2	399.115
<b>TOTAL</b>	<b>1.126</b>	<b>992</b>	<b>855</b>	<b>137</b>	<b>3.043.830</b>
		100%	86%	14%	

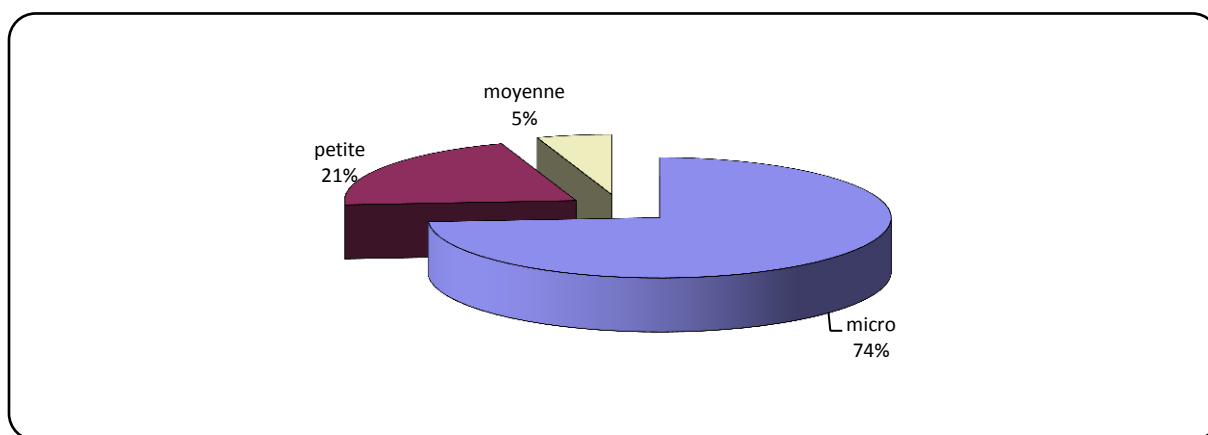
#### Base légale

- Ordonnance du 13 janvier 1994 concernant la promotion du commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale.
- Arrêté du 5 juillet 2012 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance précitée.



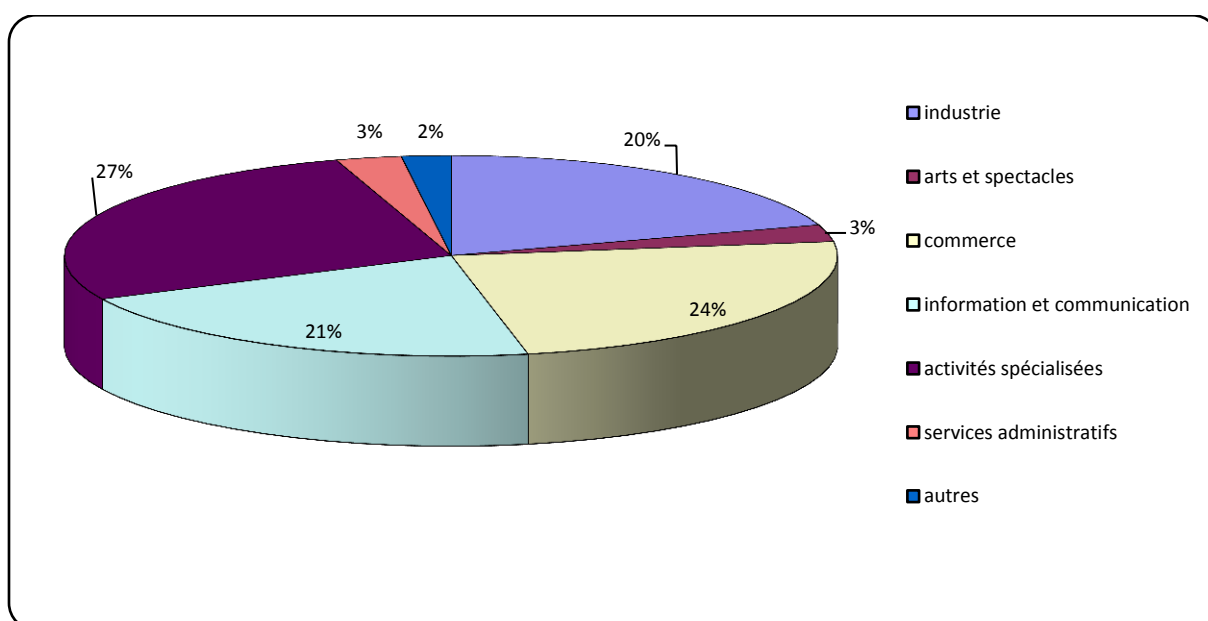
## 6.2. Répartition des primes selon la taille de l'entreprise

(définition de la taille: voir annexe)



## 6.3. Répartition des primes octroyées selon le secteur d'activités (NACE BEL)

(définition de secteurs d'activités: voir annexe)





#### **6.4. Constatations**

Comme pour les aides régies par l'ordonnance organique du 13 décembre 2007 relative aux aides pour la promotion de l'expansion économique, les principaux bénéficiaires sont les micro-entreprises

La quasi-totalité des primes (92%) sont octroyées à des entreprises de 4 secteurs d'activités :

- Les activités spécialisées, scientifiques et techniques
- L'information et la communication
- Le commerce
- L'industrie

Cette répartition est plus proche de celle observée pour les aides soft que pour les aides aux investissements.



---

## 7. Conclusions générales

- 1 En 2013, l'administration a enregistré plus de 4.000 demandes d'aides à l'expansion économique (2.939 demandes) et à la promotion du commerce extérieur (1.126 demandes). Plus de 3.500 dossiers ont fait l'objet d'une décision dont 81% positive. Le total des primes calculées s'élève à près de 30 millions €. Les secteurs d'activités des bénéficiaires diffèrent sensiblement entre les aides aux investissements et les aides soft. Ces dernières profitent surtout aux sociétés de services alors que les aides aux investissements sont principalement octroyées en faveur des entreprises de l'industrie, du commerce et de l'horeca.
  
- 2 La grande majorité des aides concernent les micro-entreprises :
  - 62 % des primes octroyées pour les investissements généraux
  - 57 % des primes octroyées pour les investissements spécifiques
  - 64 % des primes octroyées pour les aides soft
  - 74 % des primes octroyées pour la promotion du commerce extérieur
  
- 3 On constate globalement une diminution du nombre de dossiers en matière d'aides aux investissements, notamment dû aux conséquences de la crise économique. Seulement 635 dossiers se sont conclus en 2013 par une décision favorable, soit 387 dossiers en investissements généraux et 248 en investissements spécifiques. Le nombre de dossiers introduits au niveau des investissements spécifiques augmente cependant fortement d'année en année : 74 dossiers en 2010, 162 dossiers en 2011, 386 dossiers en 2012 et 459 dossiers en 2013.
  
- 4 2.223 dossiers ont été acceptés en matière d'aides dites « soft » et d'incitants au commerce extérieur, ce qui démontre l'intérêt croissant des entreprises pour ce type d'aides. Entre 2010 et 2013, les demandes d'aide soft, ont plus que doublé : de 866 à 1.742 demandes introduites.

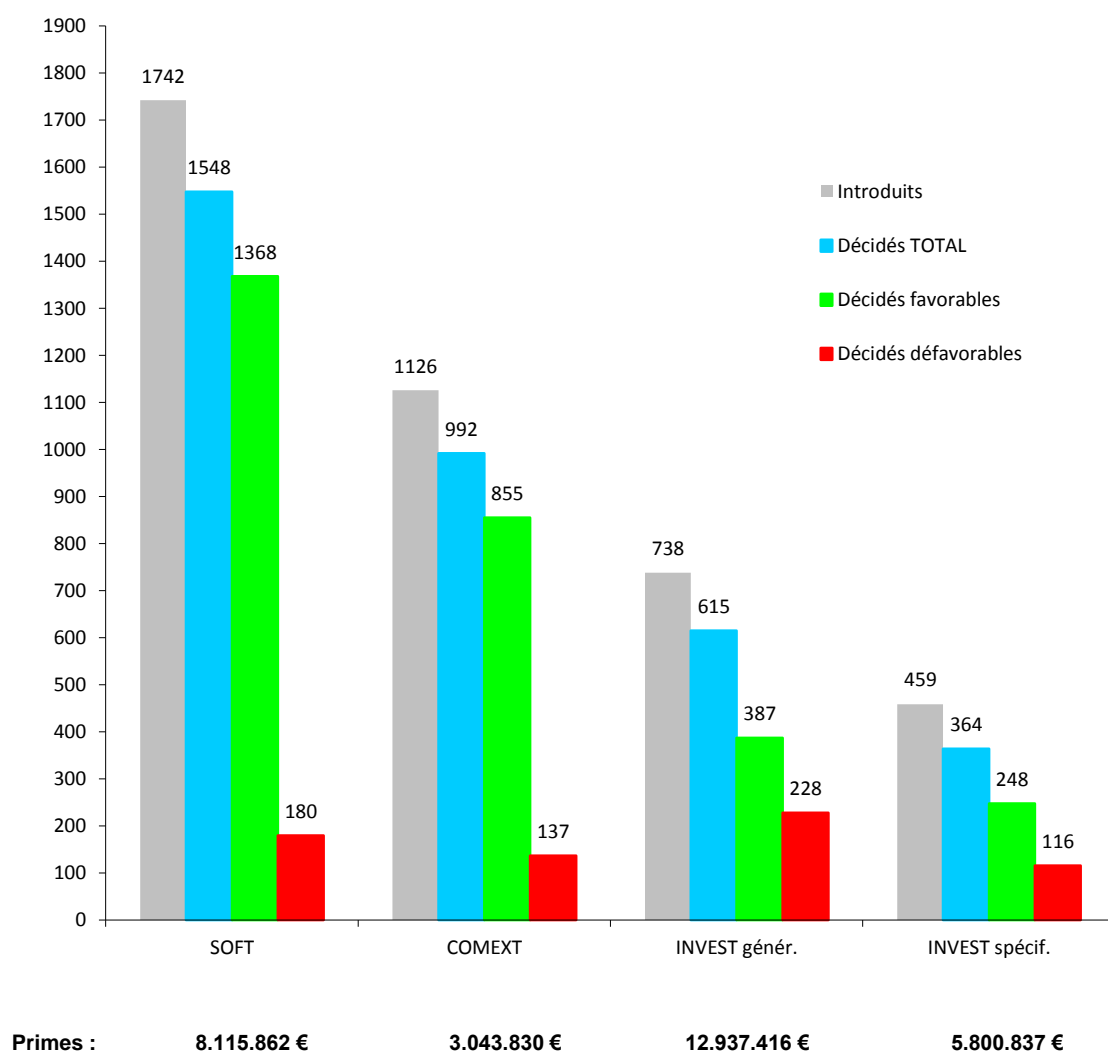


- 5 Le nombre de décisions négatives relativement élevé au niveau des investissements (37% pour les investissements généraux et 32% pour les investissements spécifiques) est dû aux trois facteurs suivants :
- Difficulté des entreprises à respecter la demande d'autorisation préalable à réaliser un investissement
  - Dépassement du délai de 120 jours après la date d'accusé de réception de la demande préalable pour introduire leur dossier définitif
  - Les abandons ou les reports de programmes d'investissements sont comptabilisés parmi les refus
- 6 Enfin, il faut souligner que certaines aides ne rencontrent aucun succès auprès des entreprises. Il s'agit des aides suivantes : les aides en période de travaux publics sur la voie publique, les eco-produits, le tutorat transmission, le recrutement transmission et la mise à disposition de locaux et d'outillage.





## 8. Nombre de dossiers – 2013



(Introducts = date de réception de la demande par Bruxelles Economie et Emploi)



## **Annexes**

### **Annexe 1 : Définition de la taille des entreprises**

#### **Micro-entreprise**

Effectifs: < 10 personnes

CA: ≤ 2 millions € ou bilan: ≤ 2 millions €.

#### **Petite entreprise**

Effectifs: < 50 personnes

CA: ≤ 10 millions € ou bilan: ≤ 10 millions €.

#### **Entreprise moyenne**

Effectifs: < 250 personnes

CA : ≤ 50 millions € ou bilan : ≤ 43 millions €.



## Annexe 2 : Secteur d'activités NACE BEL

<b>Codes NACE-BEL</b>	<b>Secteurs d'activités</b>
A (01 à 03)	Agriculture, sylviculture et pêche
B (05 à 09)	Industries extractives
C (10 à 33)	Industrie manufacturière
D (35)	Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et air conditionné
E (36 à 39)	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets
F (41 à 43)	Construction
G (45 à 47)	Commerce de gros et de détail ; réparation de véhicules
H (49 à 53)	Transports et entreposage
I (55 à 56)	Hébergement et restauration
J (58 à 63)	Information et communication
K (64 à 66)	Activités financières et d'assurance
L (68)	Activités immobilières
M (69 à 75)	Activités spécialisées, scientifiques et techniques
N (77 à 82)	Activités de services administratifs et de soutien.
O (84)	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire
P (85)	Enseignement
Q (86 à 88)	Santé humaine et action sociale
R (90 à 93)	Arts, spectacles et activités récréatives
S (94 à 96)	Autres activités de services
T (97 à 98)	Activités des ménages
U (99)	Activités des organismes extra-nationaux



BRUSSEL ECONOMIE EN WERKGELEGENHEID  
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

Jaarverslag  
over de toepassing van  
de organieke ordonnantie  
van 13 december 2007 betreffende de  
steun voor de bevordering van de  
economische expansie  
(BS van 10/01/2008)

*Gegevens over het jaar 2013*



1. Inleiding .....	4
2. Overzicht van het aantal ingediende dossiers en het aantal beslissingen .....	5
3. De subsidies inzake bedrijfsvoering ("soft") .....	6
3.1. Overzicht .....	6
3.2. Types steun .....	7
Pre-activiteit .....	7
Advies en studies .....	8
Externe opleidingen .....	10
IBO-peterschap .....	11
Aanwerving voor een specifiek project .....	11
Aanwervingen ten gunste van vzw's die actief zijn in de begeleiding van KMO's .....	12
Kinderopvang .....	12
3.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de grootte van de onderneming .....	13
3.4. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitensector (NACEBEL) .....	14
4. Steun voor algemene investeringen .....	15
4.1. Overzicht .....	15
4.2. Opsplitsing van de subsidies: binnen of buiten de ontwikkelingszone .....	16
4.3. Opsplitsing van de subsidies: starter (oprichting < 4 jaar / niet-starter) .....	16
4.4. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming .....	17
4.5. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitensector (NACEBEL) .....	17
5. Steun voor specifieke investeringen .....	18
5.1. Overzicht .....	18
5.2. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming .....	20
5.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitensector (NACEBEL) .....	20
6. Addendum: steun voor de bevordering van de buitenlandse handel .....	21
6.1. Overzicht .....	21



6.2. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming .....	22
6.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitssector (NACEBEL) .....	22
6.4. Vaststellingen .....	23
7. Algemene conclusies .....	24
8. Aantal dossiers - 2013 .....	26
Bijlagen .....	27
Bijlage 1 : Definitie van de grootte van een onderneming .....	27
Bijlage 2 : Activiteitssectoren NACE BEL .....	28

Contact :

Brussel Economie en Werkgelegenheid  
Directie Steun aan Ondernemingen  
Kruidtuinlaan 20

Jean-Pol Rihoux, T 02 800 34 62, [jprihoux@sprb.irisnet.be](mailto:jprihoux@sprb.irisnet.be)

[www.werk-economie-emploi.irisnet.be](http://www.werk-economie-emploi.irisnet.be)



## 1. Inleiding

In het begin van dit verslag zullen we een totaalbeeld geven van het aantal in 2013 ingediende en besliste dossiers per grote subsidie categorie, in het kader van de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun voor de bevordering van de economische expansie.

Daarna zullen we de subsidies inzake bedrijfsvoering (“soft”) overlopen, d.w.z. de steun voor consultancy, opleiding, aanwerving en kinderopvang.

De hoofdstukken 4 en 5 handelen over de steun voor algemene en voor specifieke investeringen.

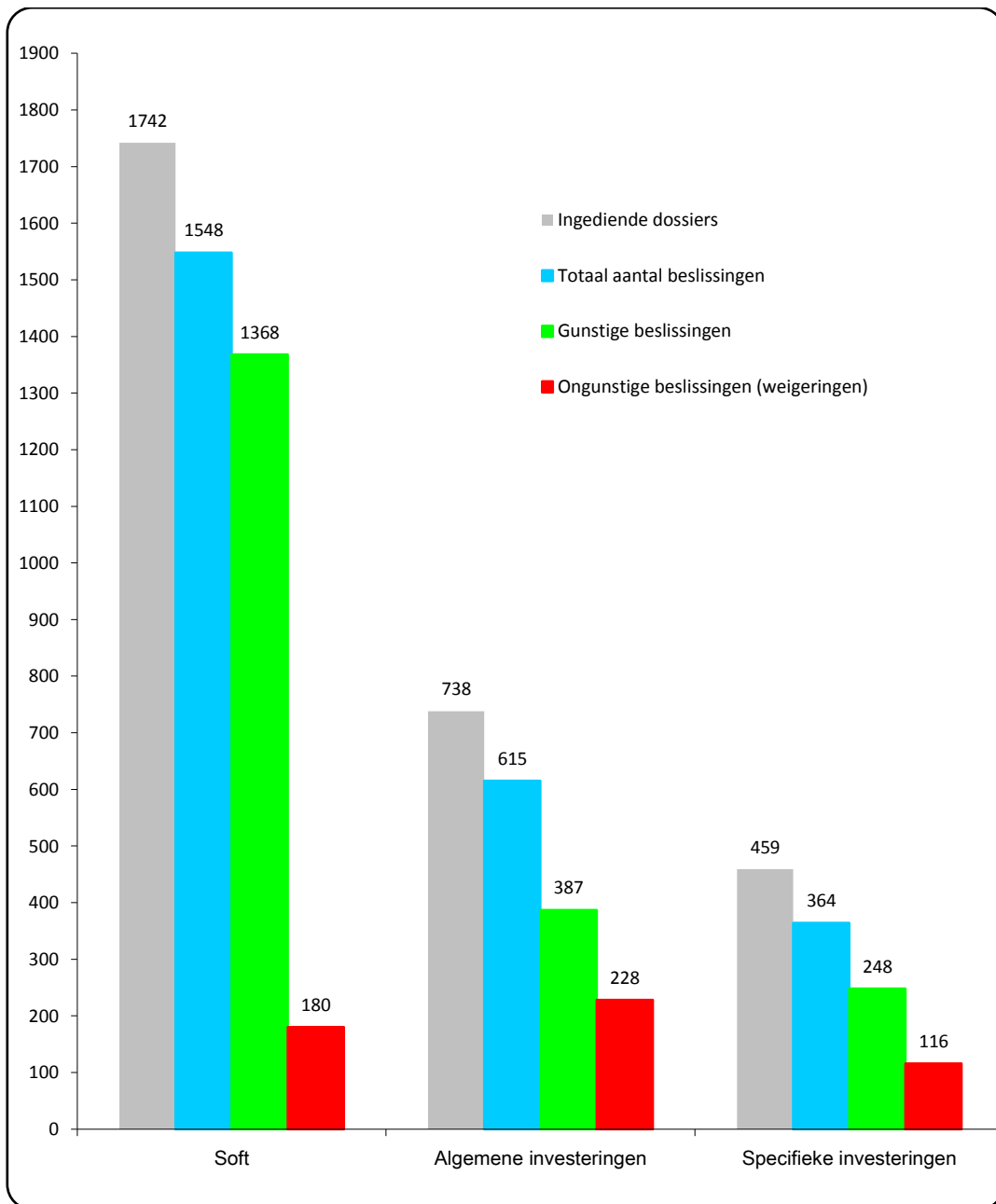
Hoofdstuk 6 is een buitenbeentje want het is gewijd aan de steun voor de bevordering van de buitenlandse handel. Deze wordt niet geregeld door de organieke ordonnantie van 13 december 2007, maar door de ordonnantie ter bevordering van de buitenlandse handel. We bespreken die steunmaatregelen want ze worden door de directie Steun aan Ondernemingen beheerd, net als de subsidies voorzien in het kader van de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun voor de bevordering van de economische expansie.

De conclusies van dit verslag zijn in de punten 7 en 8 terug te vinden.

De begrippen “grootte van de onderneming” en NACEBEL-activiteitensectoren, die verschillende keren in dit verslag worden vermeld, worden in bijlagen uiteengezet.



## 2. Overzicht van het aantal ingediende dossiers en het aantal beslissingen







### 3. De subsidies inzake bedrijfsvoering ("soft")

#### 3.1. Overzicht

De volgende subsidies ondersteunen de bedrijfsvoering (de zogenaamde "softsteun"):

- Advies en studies
- Pre-activiteit
- Externe opleidingen
- IBO-peterschap
- Aanwerving specifiek project
- Aanwerving vzw
- Kinderopvang

<i>Type dossiers</i>	<i>Aantal ingediende dossiers</i>	<i>Totaal aantal besliste dossiers</i>	<i>Aantal dossiers met een gunstige beslissing</i>	<i>Aantal dossiers met weigering</i>	<i>Bedrag van de subsidie in €</i>
<i>Pre-activiteit</i>	33	23	21	2	105.669
<i>Advies en studies</i>	760	673	586	87	4.492.003
<i>Externe opleidingen</i>	828	741	671	70	1.242.190
<i>IBO-peterschap</i>	24	22	17	5	96.000
<i>Aanwerving specifiek project</i>	37	28	23	5	1.090.000
<i>Aanwerving vzw</i>	6	5	5	-	400.000
<i>Kinderopvang</i>	54	56	45	11	690.000
<b>TOTAAL</b>	<b>1.742</b>	<b>1.548</b>	<b>1.368</b>	<b>180</b>	<b>8.115.862</b>
		<b>100%</b>	<b>88%</b>	<b>12%</b>	



## 3.2. Types steun

### Pre-activiteit

#### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun inzake pre-activiteit en de steun voor studies en diensten van externe consultants.

#### Vaststellingen

In 2013 hebben we 23 aanvragen behandeld: Voor 21 ervan was de beslissing positief. De aan consultants toevertrouwde opdrachten hadden voornamelijk betrekking op problemen inzake marketing (7 dossiers), coaching (5 dossiers) en management (4 dossiers).



## Advies en studies

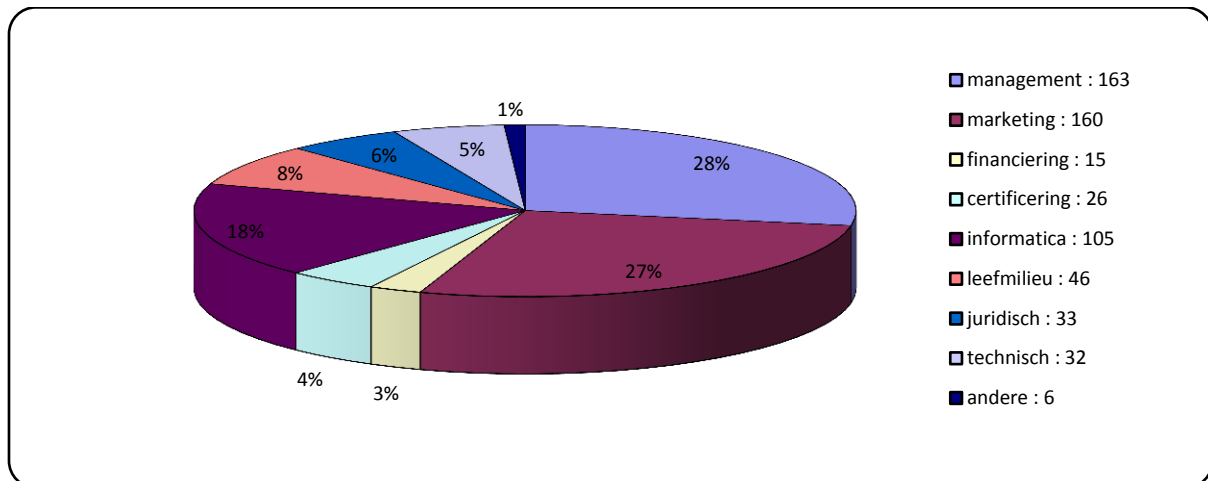
### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun inzake pre-activiteit en de steun voor studies en diensten van externe consultants.

### Vaststellingen

In 2013 werden 673 dossiers behandeld waarvan er 586, hetzij 87% van de aanvragen, een gunstige beslissing kregen.

### Opsplitsing per type opdracht:





**BRUSSEL ECONOMIE EN WERKGELEGENHEID**  
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL



## Externe opleidingen

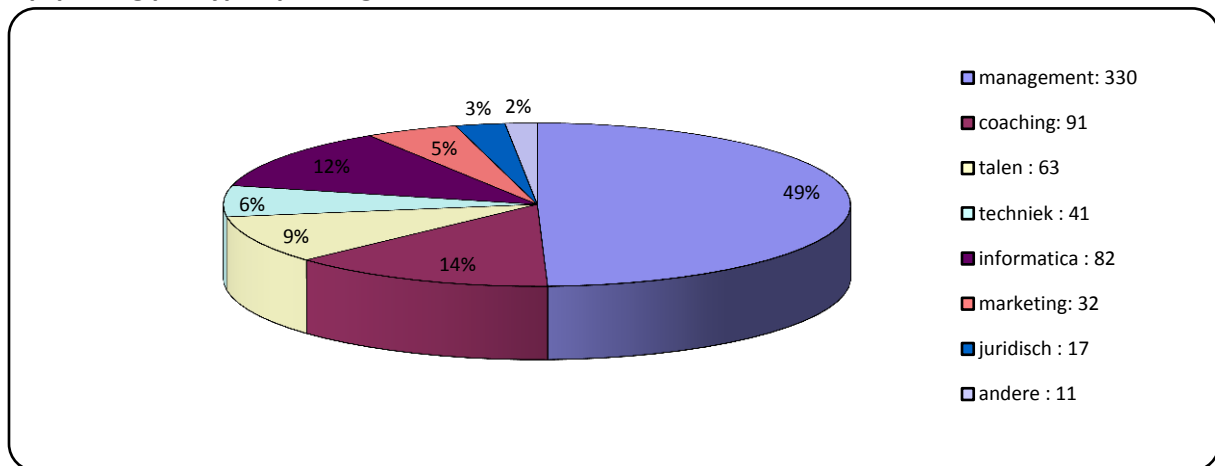
### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun voor omkadering en kennisoverdracht.

### Vaststellingen

741 dossiers hebben het onderwerp gevormd van een beslissing die in 671 van de gevallen (91% van de aanvragen) positief was.

### Opsplitsing per type opleiding:





## IBO-peterschap

### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun voor omkadering en kennisoverdracht.

### Vaststellingen

22 dossiers hebben het onderwerp gevormd van een beslissing die in 17 van de gevallen positief was.

## Aanwerving voor een specifiek project

### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun voor omkadering en kennisoverdracht.

### Vaststellingen

In 2013 werden 28 dossiers behandeld waarvan er 23 een gunstige beslissing kregen. De specifieke projecten hadden vooral betrekking op innovatie (11 dossiers) en export buiten de EU (8 dossiers).



## Aanwervingen ten gunste van vzw's die actief zijn in de begeleiding van KMO's

### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun bij rekrutering ten gunste van de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de fondsen actief inzake de begeleiding van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen.

### Vaststellingen

In 2013 werden 5 aanvragen behandeld en met een gunstige beslissing afgesloten.

## Kinderopvang

### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende steun aan ondernemingen bestemd voor de kinderopvang.

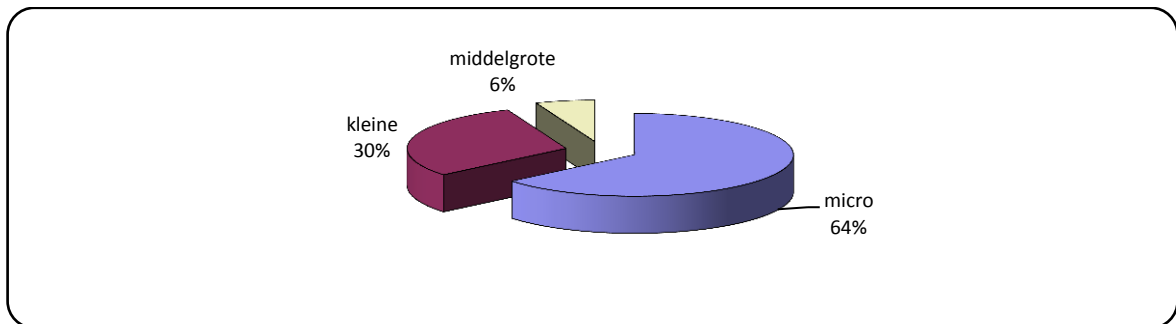
### Vaststellingen

In 2013 ontvingen 45 dossiers een gunstige beslissing en werden 11 dossiers geweigerd of zonder gevolg gelaten door de aanvragers. De € 690.000 aan subsidies komen overeen met het reserveren van meer dan 120 nieuwe plaatsen in crèches.



### 3.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de grootte van de onderneming

(definitie van de grootte van een onderneming: zie bijlage)



- Micro-ondernemingen: € 4.428.923
- Kleine ondernemingen : € 2.076.058
- Middelgrote ondernemingen: € 415.212

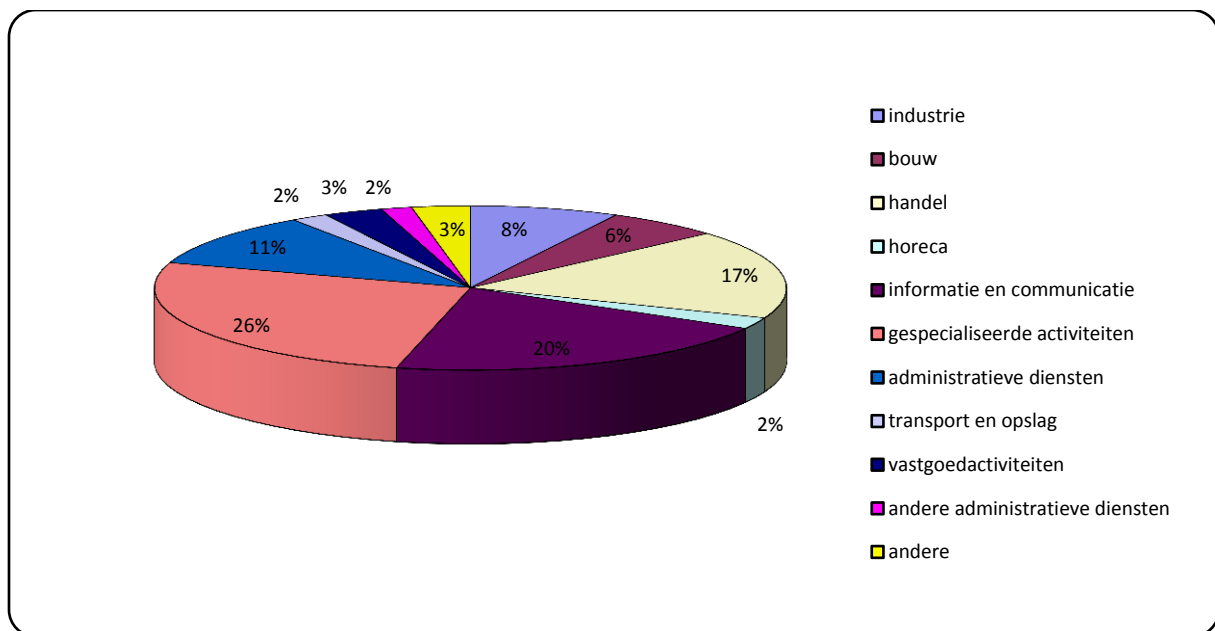
Behalve pre-activiteit, kinderopvang en aanwerving vzw





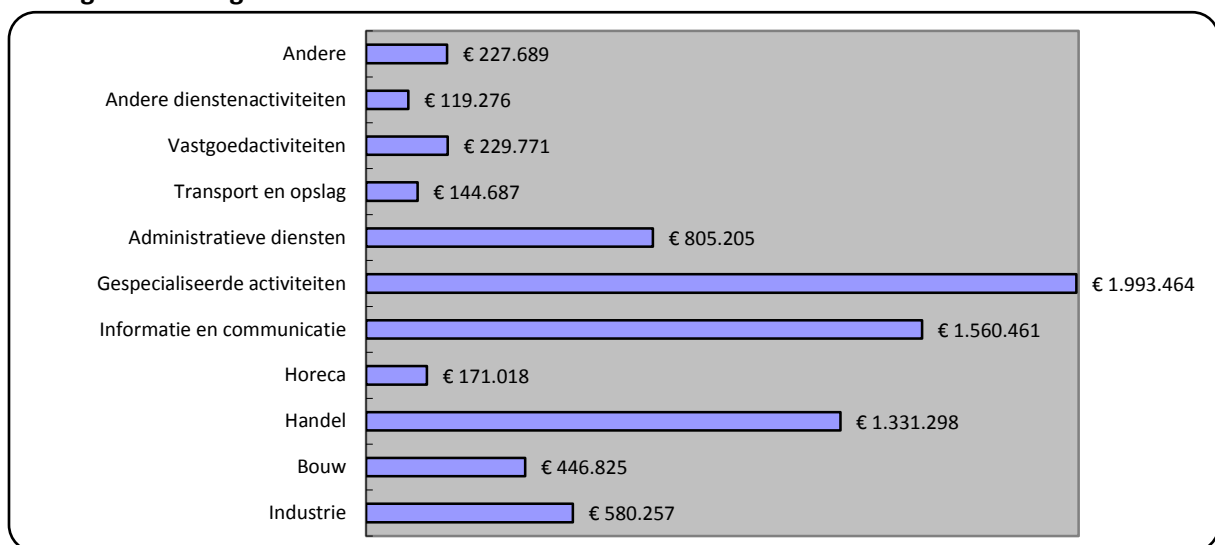
### 3.4. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitssector (NACEBEL)

(definitie van de activiteitssectoren: zie bijlage)



Behalve pre-activiteit en aanwerving vzw

#### Bedrag van de toegekende subsidies :





## 4. Steun voor algemene investeringen

### 4.1. Overzicht

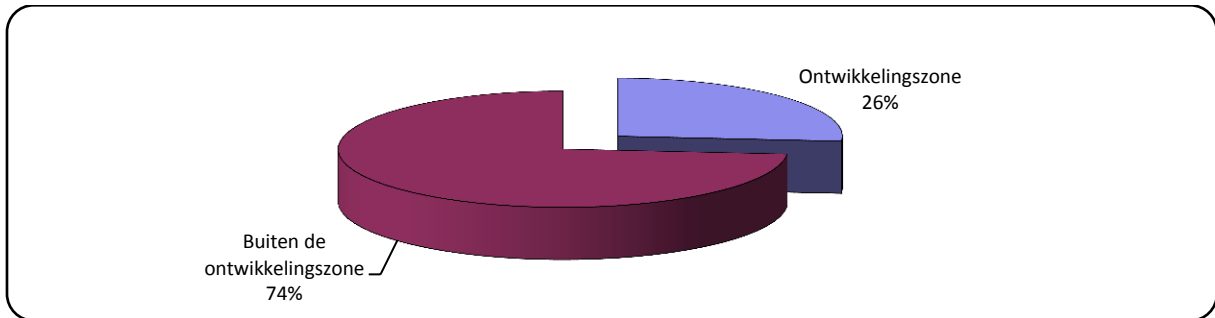
#### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 juni 2008 (BS van 14 augustus 2008) betreffende de steun voor algemene investeringen

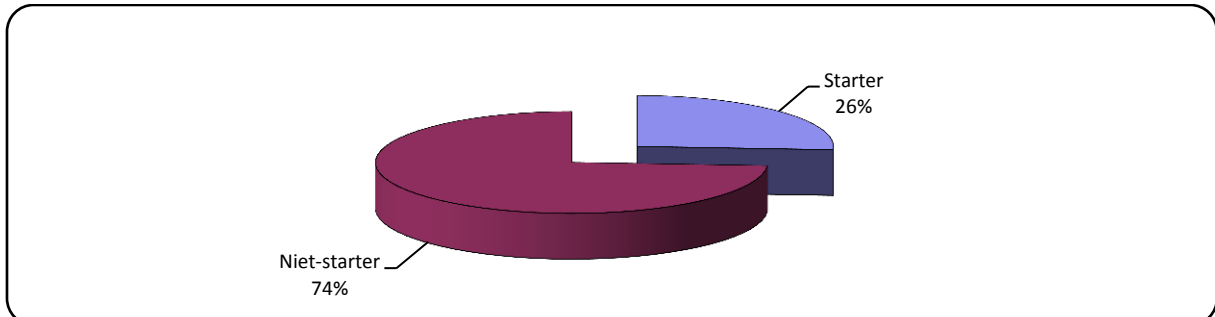
<i>Aantal ingediende dossiers (behalve APR)</i>	<i>Totaal aantal besliste dossiers</i>	<i>Dossiers met een gunstige beslissing</i>	<i>Dossiers met weigering</i>	<i>Bedrag van de subsidies in €</i>
738	615	387	228	12.937.416
	100%	63%	37%	



#### 4.2. Opsplitsing van de subsidies: binnen of buiten de ontwikkelingszone



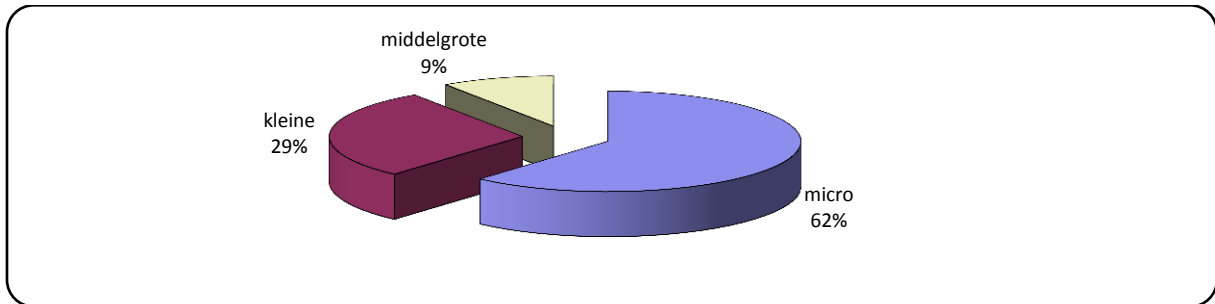
#### 4.3. Opsplitsing van de subsidies: starter (oprichting < 4 jaar / niet-starter)





#### 4.4. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming

(definitie van de grootte van een onderneming: zie bijlage)

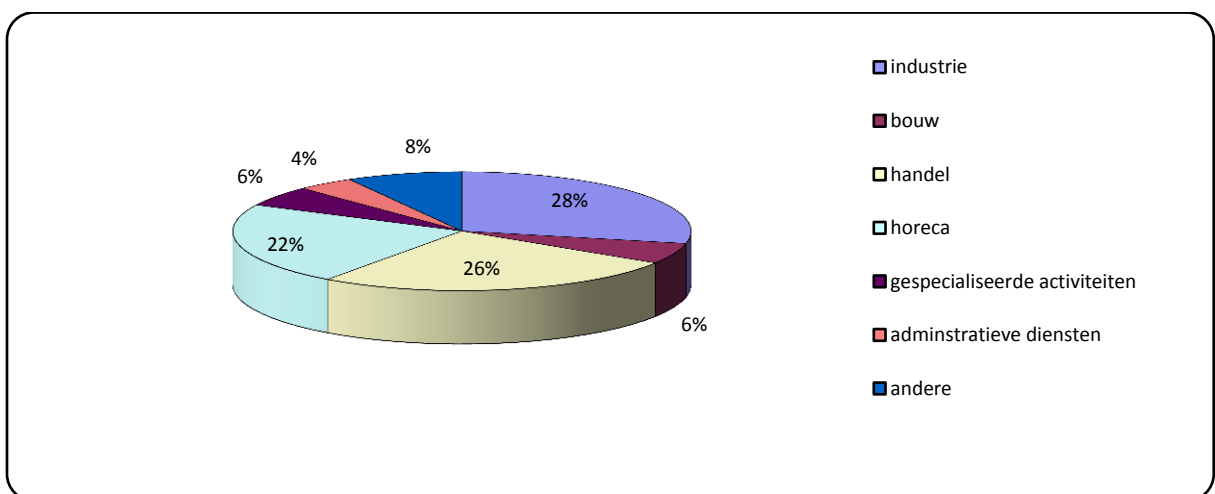


#### 4.5. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitssector (NACEBEL)

(definitie van de activiteitssectoren: zie bijlage)

De 3 belangrijkste sectoren zijn:

- Industrie
- Handel
- Horeca





## 5. Steun voor specifieke investeringen

### 5.1. Overzicht

De specifieke investeringen omvatten:

- Milieubescherming
- Stedelijke integratie
- Energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen.
- Het gelijkvormig maken met de Europese normen die betrekking hebben op andere materies dan leefmilieu

Daarenboven vermelden we hier ook de steun tijdens perioden van werken aan de openbare weg.

#### Wettelijk kader

- Organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun ter bevordering van de economische expansie (BS van 10 januari 2008).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun tot bescherming van het leefmilieu, gewijzigd bij besluit van 2 mei 2013 (BS van 22 juli 2013).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun voor energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen, gewijzigd bij besluit van 2 mei 2013 (BS van 22 juli 2013).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun voor stedelijke integratie, gewijzigd bij besluit van 2 mei 2013 (BS van 22 juli 2013).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun voor de productie van eco-producten, gewijzigd bij besluit van 2 mei 2013 (BS van 22 juli 2013).



**BRUSSEL ECONOMIE EN WERKGELEGENHEID**  
GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL

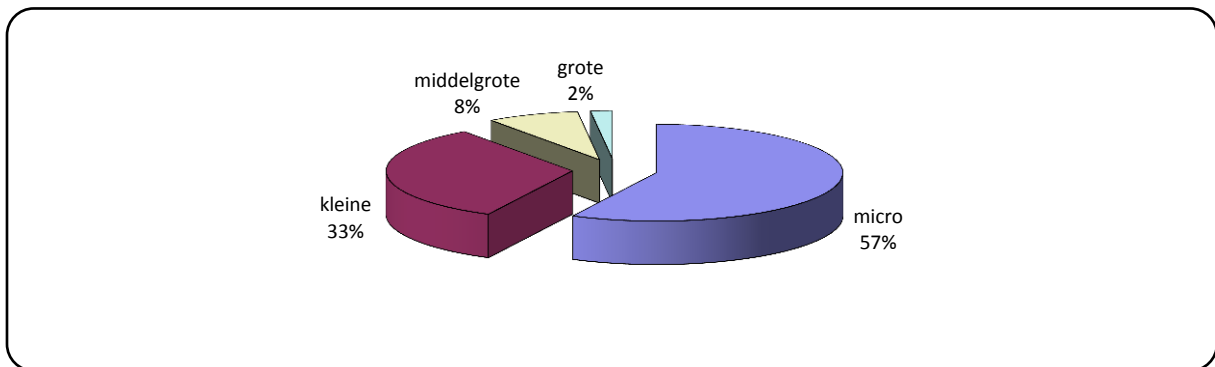
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2009 (BS van 5 mei 2009) betreffende de steun voor een aanpassing aan de normen in niet-milieugebonden aangelegenheden, gewijzigd bij besluit van 2 mei 2013 (BS van 22 juli 2013).
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 (BS van 14 januari 2009) betreffende de steun aan ondernemingen tijdens werken aan de openbare weg.

<i>Type dossiers</i>	<i>Aantal ingediende dossiers</i>	<i>Totaal aantal dossiers met een beslissing</i>	<i>Dossiers met een gunstige beslissing</i>	<i>Dossiers met weigering</i>	<i>Bedrag van de subsidies in €</i>
<i>Milieubescherming</i>	66	56	38	18	1.022.714
<i>Stedelijke integratie</i>	11	4	2	2	44.705
<i>Energiebesparingen en productie van energie met behulp van hernieuwbare energiebronnen.</i>	301	247	171	76	3.310.317
<i>Het gelijkvormig maken met de Europese normen die betrekking hebben op andere materies dan leefmilieu</i>	81	56	36	20	1.421.901
<i>Werken aan de openbare weg</i>	-	1	1	-	1.200
<b>TOTAAL</b>	<b>459</b>	<b>364</b>	<b>248</b>	<b>116</b>	<b>5.800.837</b>
		<b>100%</b>	<b>68%</b>	<b>32%</b>	



## 5.2. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming

(definitie van de grootte van een onderneming: zie bijlage)

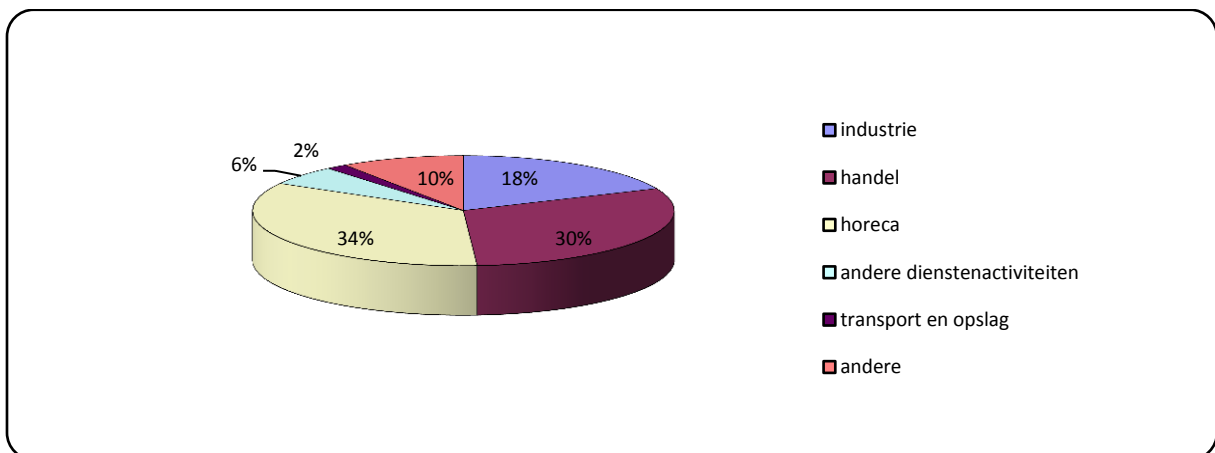


## 5.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitensector (NACEBEL)

(definitie van de activiteitensectoren: zie bijlage)

De 3 belangrijkste sectoren zijn:

- Horeca
- Handel
- Industrie





## 6. Addendum: steun voor de bevordering van de buitenlandse handel

### 6.1. Overzicht

<i>Type dossiers</i>	<i>Aantal ingediende dossiers</i>	<i>Totaal aantal dossiers met een beslissing</i>	<i>Dossiers met een gunstige beslissing</i>	<i>Dossiers met weigering</i>	<i>Bedrag van de subsidies in €</i>
<i>Vervaardiging van informatiedragers voor de bevordering van de export</i>	319	281	250	31	876.369
<i>Marktprospectie buiten de Europese Unie</i>	310	265	197	68	500.462
<i>Deelname aan internationale beurzen in het buitenland</i>	482	430	397	33	1.253.008
<i>Deelname aan aanbestedingen voor opdrachten buiten de Europese Unie</i>	6	7	4	3	14.876
<i>Opening van collectieve vertegenwoordigingen buiten de Europese Unie</i>	9	9	7	2	399.115
<b>TOTAAL</b>	<b>1.126</b>	<b>992</b>	<b>855</b>	<b>137</b>	<b>3.043.830</b>
		<b>100%</b>	<b>86%</b>	<b>14%</b>	

#### Wettelijk kader

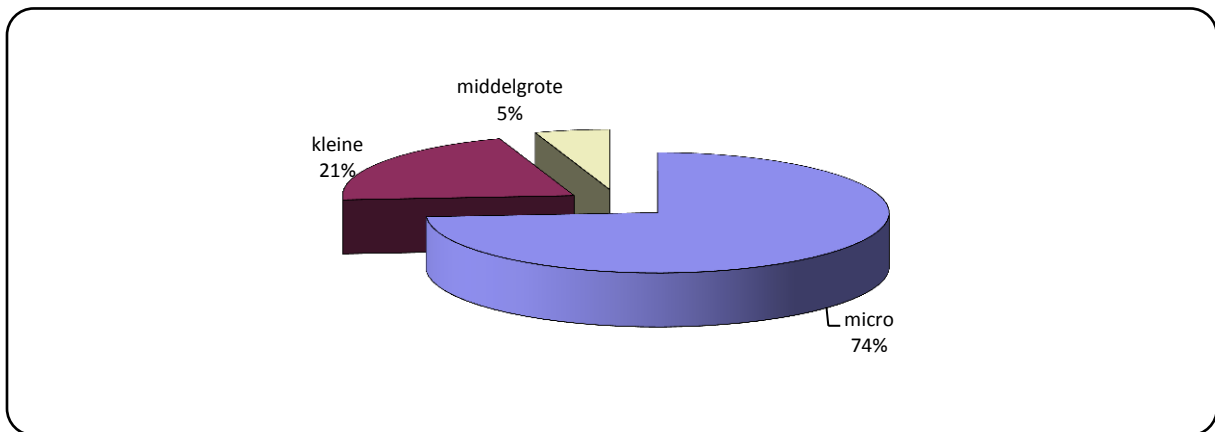
- Ordonnantie van 13 januari 1994 betreffende de bevordering van de buitenlandse handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.
- Besluit van 5 juli 2012 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van voornoemde ordonnantie.





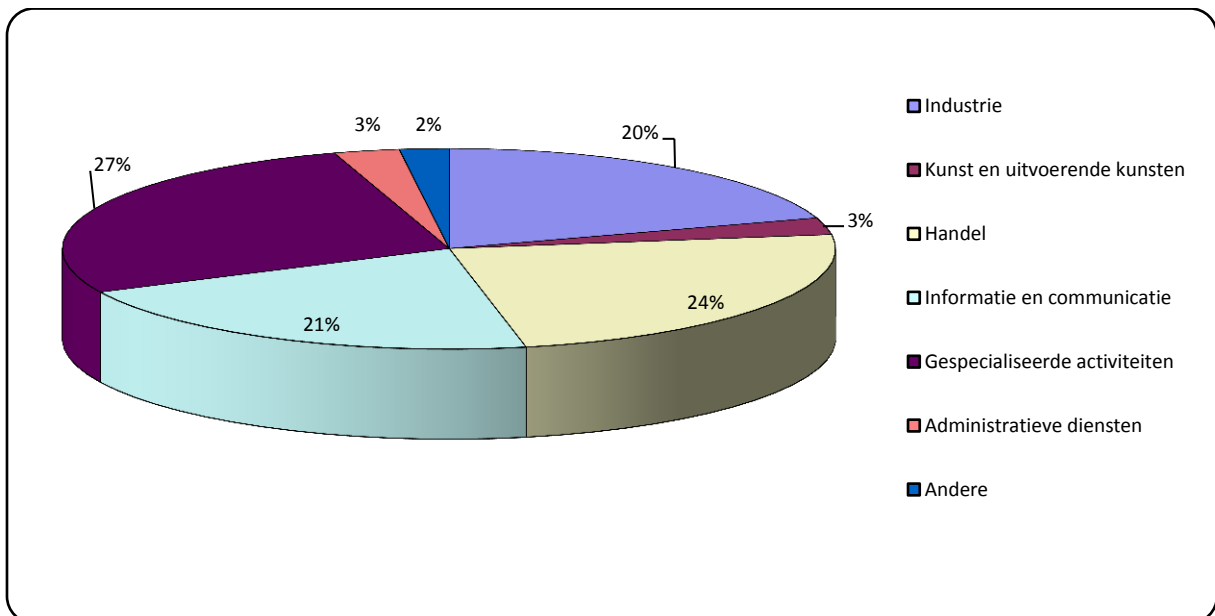
## 6.2. Opsplitsing van de subsidies volgens de grootte van de onderneming

(definitie van de grootte van een onderneming: zie bijlage)



## 6.3. Opsplitsing van de toegekende subsidies volgens de activiteitensector (NACEBEL)

(definitie van de activiteitensectoren: zie bijlage)





#### **6.4. Vaststellingen**

Zoals bij de steun die wordt geregeld door de organieke ordonnantie van 13 december 2007 betreffende de steun voor de bevordering van de economische expansie, zijn de voornaamste begunstigden de micro-ondernemingen.

Nagenoeg alle subsidies (92%) worden toegekend aan ondernemingen die tot de volgende vier sectoren behoren:

- Gespecialiseerde, wetenschappelijke en technische activiteiten
- Informatie en communicatie
- Handel
- Industrie

Deze opsplitsing ligt dichterbij de verdeling die we voor de subsidies inzake bedrijfsvoering (« soft ») vastgesteld hebben dan bij die voor de investeringssteun.



## 7. Algemene conclusies

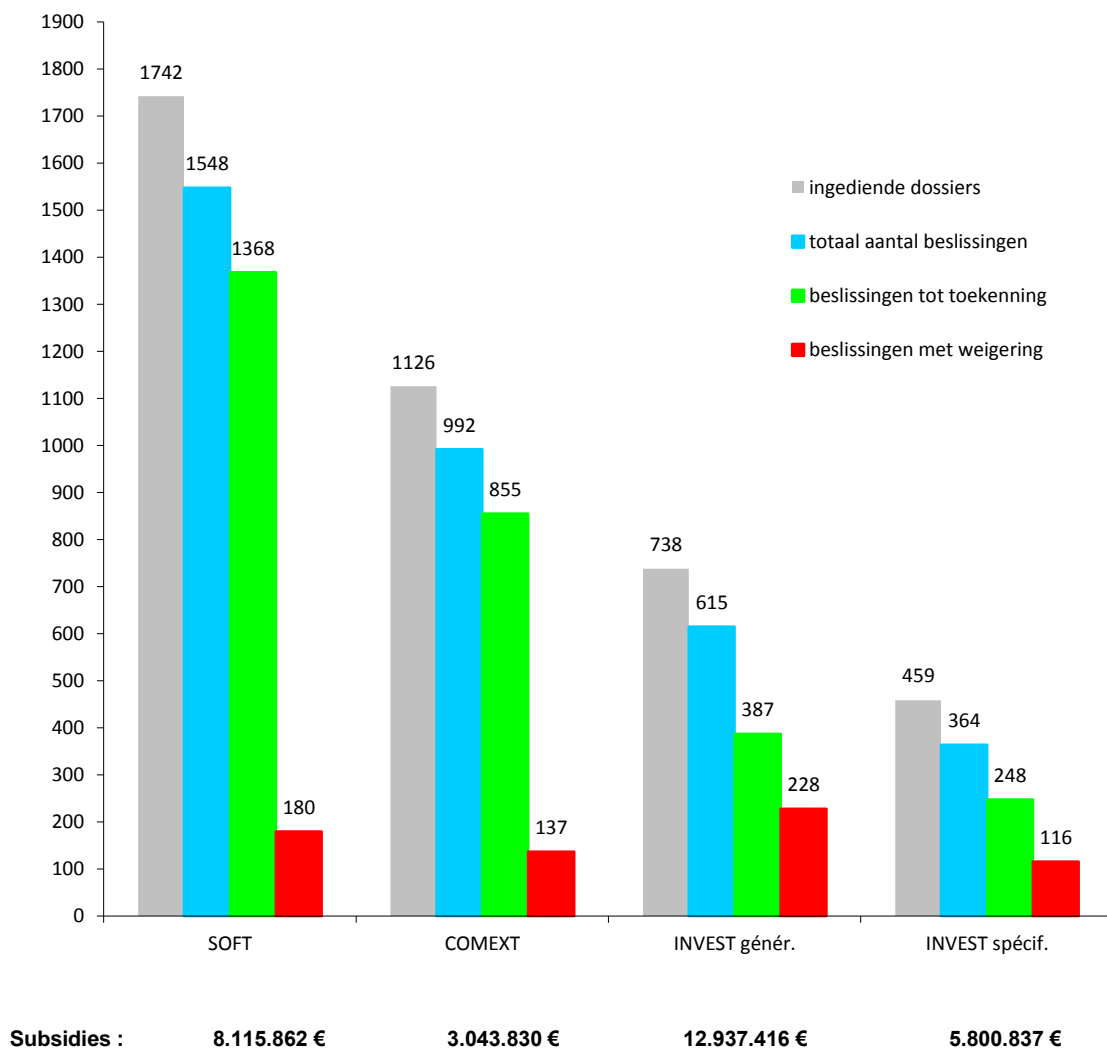
- 1 In 2013 heeft Brussel Economie en Werkgelegenheid meer dan 4.000 aanvragen ontvangen (2.939 voor economische expansiesteun en 1.126 voor de bevordering van de buitenlandse handel). Meer dan 3.500 dossiers hebben het voorwerp uitgemaakt van een beslissing die in 81% van de gevallen positief was. Het totaal van de berekende subsidies bedraagt nagenoeg 30 miljoen euro. De belangrijkste activiteitensectoren zijn verschillend naargelang het om investeringssteun of steun voor bedrijfsvoering gaat. Deze laatste komt vooral de dienstenbedrijven ten goede terwijl de investeringssteun vooral wordt toegekend aan industriële, handels- en horecabedrijven.
- 2 De grote meerderheid van de tegemoetkomingen heeft betrekking op micro-ondernemingen:
  - 62% van de toegekende subsidies voor algemene investeringen
  - 57% van de toegekende subsidies voor specifieke investeringen
  - 64% van de toegekende gaat naar subsidies inzake bedrijfsvoering (zogenaamde "soft")
  - 74% van de toegekende subsidies voor de bevordering van de handel
- 3 Globaal stellen we een daling vast van het aantal dossiers betreffende investeringssteun, met name als gevolg van de economische crisis. In 2013 werden slechts 635 dossiers afgesloten met een gunstige beslissing, meer bepaald 387 voor algemene investeringen en 248 voor specifieke investeringen. Het aantal dossiers dat voor specifieke investeringen ingediend wordt, neemt echter van jaar tot jaar toe: 74 dossiers in 2010, 162 dossiers in 2011, 386 dossiers in 2012 en 459 dossiers in 2013.
- 4 2.223 dossiers werden aanvaard voor de steun inzake bedrijfsvoering (de zogenaamde "softsteun") en steunmaatregelen voor buitenlandse handel. Dit illustreert de groeiende belangstelling van de ondernemingen voor dit type steun. Tussen 2010 en 2013 is de vraag naar softsteun meer dan verdubbeld: van 866 naar 1.742 ingediende aanvragen.



- 5 Het nogal hoge aantal weigeringen betreffende de aanvragen voor steun voor investeringen (37% voor de algemene investeringen en 32% voor de specifieke investeringen) is te wijten aan de volgende drie factoren:
  - De moeilijkheid die de ondernemingen om na de intentieverklaring (via de voorafgaande toelatingsaanvraag) effectief de investering te realiseren.
  - De overschrijding van de termijn van 120 dagen na de datum van ontvangst van de voorafgaande toelatingsaanvraag om hun definitieve dossier in te dienen.
  - Afzien of uitstellen van investeringsprogramma's wordt als een weigering geboekt.
  
- 6 Tot slot moet er onderstreept worden dat bepaalde steunmaatregelen geen enkel succes kennen bij de ondernemingen. Het gaat hier om de volgende tegemoetkomingen: steun tijdens periodes van werken aan de openbare weg, eco-producten, peterschap voor overdracht van de onderneming, aanwerving voor de overdracht en de terbeschikkingstelling van lokalen en gereedschap.



## 8. Aantal dossiers - 2013



(Ingediend = datum van ontvangst van de aanvraag door Brussel Economie en Werkgelegenheid)



## **Bijlagen**

### **Bijlage 1 : Definitie van de grootte van een onderneming**

#### **Micro-onderneming**

Personeelssterkte: < 10 personen

Omzet: ≤ 2 miljoen euro of balans: ≤ 2 miljoen euro.

#### **Kleine onderneming**

Personeelssterkte: < 50 personen

Omzet: ≤ 10 miljoen euro of balans: ≤ 10 miljoen euro.

#### **Middelgrote onderneming**

Personeelssterkte: < 250 personen

Omzet: ≤ 50 miljoen euro of balans: ≤ 43 miljoen euro.



## Bijlage 2 : Activiteitensectoren NACE BEL

<b>NACEBEL code:</b>	<b>Activiteitensector</b>
A (01 tot 03)	Landbouw, bosbouw, visserij
B (05 tot 09)	Winningsindustrieën
C (10 tot 33)	De verwerkende nijverheid
D (35)	Productie en distributie van elektriciteit, gas, stoom en gekoelde lucht
E (36 tot 39)	Productie en distributie van water, sanering, afvalbeheer
F (41 tot 43)	Bouwsector
G (45 tot 47)	Groot- en kleinhandel; reparatie van voertuigen
H (49 tot 53)	Transport en opslag
I (55 tot 56)	Hotels en restaurants
J (58 tot 63)	Informatie en communicatie
K (64 tot 66)	Financiële activiteiten en verzekeringen
L (68)	Vastgoedactiviteiten
M (69 tot 75)	Gespecialiseerde, wetenschappelijke en technische activiteiten
N (77 tot 82)	Administratieve diensten en ondersteuningsactiviteiten
O (84)	Openbaar bestuur en defensie, verplichte sociale verzekeringen
P (85)	Onderwijs
Q (86 tot 88)	Menselijke gezondheidszorg en sociale actie
R (90 tot 93)	Kunst, uitvoerende kunsten, ontspanning en recreatie
S (94 tot 96)	Andere dienstenactiviteiten
T (97 tot 98)	Huishoudens
U (99)	Activiteiten van de extraterritoriale lichamen